

## Analyse des effets d'un "réveil" de conscience dont L'affichage de l'Histoire : la polémique de "l'effacement". Transmission. Responsabilité

Gérard Benhamou

### "Woke" et "cancel culture". Irruption d'une terminologie pour des idéologies.

Des courants renouvelés de contestation intellectuelle et sociale ont repris des luttes contre diverses oppressions, accusant du même coup l'universalisme d'hypocrisie qui se satisfait de son insuffisance. Se désignant comme "antisystèmes", ils ont le plus souvent opté pour des modes activistes de promotions de nouvelles références et de dénonciation des anciennes à travers la stigmatisation personnalisée des opinions opposées et la destruction des marques culturelles ou matérielles qui leur en paraissaient les symboles et laissées dans la mémoire collective.

On peut constater que ces courants de mobilisation et d'expression contre des inégalités et des injustices, usent de la réhabilitation de références identitaires collectives et communautaristes pour les opposer à la valeur centrale de l'individu et de l'égalité dans l'universalisme. On peut aussi noter que bien que se déclarant "antisystème", ils retiennent dans leurs déterminants de mobilisations, plus souvent des postures morales que des actions sociales ou économiques, donc politiques.

La pérennisation des traces matérielles laissées dans l'espace public par des valeurs combattues dans la mémoire collective, est vue comme la banalisation d'une tolérance coupable voire comme l'acceptation passive d'une réhabilitation ; la destruction de ces symboles se veut achèvement indispensable de la réprobation.

Les conservatismes, pour discréditer les courants progressistes, amalgament toutes les contestations par leurs abus, en une idéologie supposée unique dite élitiste et contraire aux aspirations des masses.

Aux Etats-Unis d'Amérique, ces démarches ont donné naissance aux désignations :

- "woke" <sup>1</sup>, concernant la contestation plus générale des référents socio-culturels (avec une connotation péjorative par de ceux qui s'y opposent). On peut évoquer une réminiscence de l'histoire américaine des courants religieux néo puritains dit de "Grand réveil" <sup>\*2</sup>
- "cancel culture", annulation et effacement, concernant la suppression des marques du passé.

<sup>1</sup> Au lieu de *woken* -réveillé- participe passé de *wake* et *awake* adjectif ; *stay woken* ! *be awake* !

<sup>2\*</sup> Pour mémoire Grand Réveil : "*Great awakening*" courant d'idées et de débats des églises réformées "non conformistes" au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, à partir de 1740 ; second 1790-1840 ; troisième après 1855.

### Apparitions chronologiques aux Etats-Unis, des éléments de formation de courants

- 2012. La chanteuse afro américaine Erykah Badu popularise le terme "stay woken" par son soutien au groupe russe Pussy Riot condamné à des peines de prisons pour ses actes publics de contestation féministe et libertaire.
- 2013. Naissance du mouvement *Black lives matter* qui veut s'inscrire dans la filiation de la lutte pour l'application des droits civiques et l'héritage du *Black panther party*.

Après l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis (nov. 2016-janv. 2017).

- 2017 août ; Charlottesville (Virginie). Affrontements entre suprémacistes blanc et manifestants antiracistes autour d'une statue du général Lee sudiste et esclavagiste ; la voiture bélier d'un suprémaciste lancée dans la foule des manifestants antiracistes tue une personne et en blesse 35. Trump renvoie les responsabilités dos à dos.
- 2017. Diffusion internationale de l'interpellation numérique #MeToo après les révélations des abus sexuels commis par le producteur de cinéma Harvey Weinstein ; dénonciations publiques des prédateurs par les témoignages de femmes victimes.
- 2019. La star du football américain Colin Kaepernick illustre ses nombreux engagements sociaux et anti racistes en mettant genoux à terre pendant l'hymne national.
- 2020 mai. Georges Floyd résident afro-américain de Minéapolis est tué lors d'une interpellation policière ; une nouvelle flambée d'émeutes se propage.

Après la défaite électorale en novembre 2020 de Trump président sortant et la sédition de ses partisans envahissant le Capitole à Washington, les courants contestataires continuent à se diffuser, notamment dans les universités.

## Position du débat

en ce qu'il relève des références de la morale publique et de la conduite mémorielle d'une société.

- **Sociologique.** Des courants de pensée du "progressisme" aux USA ont été depuis deux décennies mis en forme de réseaux d'activisme à partir de conflits d'émancipations, notamment de statuts des minorités. Minorités raciales d'abord : héritage et maintien des ségrégations sociale et culturelle des Afro-américains (et dans une bien moindre mesure des Amérindiens) ; puis de la lutte contre le sexisme et les abus de comportements masculins commis contre les femmes, et contre les discriminations des minorités de choix sexuels : intégration LGBT. Il est à noter que ces déterminants n'incorporent ni critères économiques, ni sociaux en tant que tels ; et que ce sont des référents religieux, ethniques ou psychologiques qui servent à la transposition des situations politiques minoritaires d'oppressions et de fractures sociales.
- **Philosophique.** Les courants de ce "progressisme" se réfèrent à des interprétations partielles des écrits de philosophes français (dites de la *French theory* mêlant : Lacan, Levinas, Foucault, Derrida, Lyotard...) qui ont exposé des analyses critiques -de la "déconstruction"- du rapport du Sujet à la société. Cependant elles sont transposées dans l'héritage social, politique et culturel des U.S.A. et sont recodées par des références où c'est l'exercice de la liberté communautaire qui fait la structuration et l'approche morale qui identifie les ségrégations.
- **Généralisation : extension des objets et idéologies.** La sensibilité aux inégalités imposées aux minorités raciales et sexuelles a conduit à d'autres considérations du *statut de la différence*. Le constat de la persistance des discriminations raciales conduit à la définition d'un racisme systémique (*critical race theory*) comme culture de domination qui s'étend à d'autres populations ; cela justifierait donc la doctrine d'action "décoloniale". La minoration des femmes et les exclusions pour choix sexuels conduisent à la redéfinition du "genre", où féminité et masculinité ne seraient que des conditionnements subjectifs par l'environnement social et culturel ; cela justifierait des mesures de sensibilisation pédagogique précoce au libre ressenti des enfants de leur identité sexuelle ; ou la généralisation de l'égalisation des genres dans la langue et l'écriture "inclusive".
- **Diffusion.** En même temps que les manifestations populaires ont été produites aux media par des groupes militants, elles ont été formulées par des milieux universitaires ou intellectuels. La propagation massive et instantanée par les réseaux sociaux a atteint ainsi une grande diversité sociologique et de classes d'âges, dans une tonalité de "tendances" et notamment par l'intermédiaire "d'influenceurs" ; le forum numérique a donc exposé des prises de positions de nature politique, aux révisionnismes et négationnismes et à des manipulations idéologiques.
- **Politique.** La perversion du *statut de la différence* par la morale identitaire et communautaire accroît la *brèche démocratique* au détriment de la gestion rationnelle des conflits et des rapports de forces au sein du pacte social. En effet elle ajoute à l'ambiguïté de la confortation mutuelle et pourtant contradictoire entre : entre d'une part le "libertarisme" qui prône la défense d'une liberté individuelle absolue sans les garanties de libertés collectives et isole les personnes, et d'autre part "l'illibéralisme" qui veut établir la domination de la majorité, sur des minorités et différences non reconnues et privées de droits, justifiant l'annihilation du pluralisme démocratique.

## Qualification des courants d'un renouveau de Conscience

qui vise à accroître le **seuil de veille** et à conforter une **culture de la vigilance**

- de luttes contre des inégalités humaines, de droits civiques et de justice sociale, infligées aux minorités raciales (antiracisme), à la condition féminine et privilégiant le droit de la personne (I.V.G. ; droit au refus...) et à toutes les différences de choix de sexualité (antisexisme, droits LGBT...); allant jusqu'à l'énoncé d'une morale donnée en sens pour une nouvelle réponse au *statut de la différence*.
- étendue quelquefois à la conscience écologique : environnement et nature, modes de consommation (frugalité), bien-être animal...

## Modes d'action

Appels aux mobilisations et aux actions contre les ségrégations et marginalisations.

Activisme militant, notamment par les réseaux numériques : sommations, campagnes de dénonciation et ostracisation... Pressions médiatisées de collectifs sur la publicité et la consommation.

## Evaluation

### Apport

- Mobilisation des opinions publiques sur l'évolution non aboutie en faits de société, des valeurs destinées à accroître les capacités d'inclusion des individus par les sociétés ; particulièrement par les émancipations de leur statut personnel et collectif :
  - o Luites contre les discriminations raciales.
  - o Luites contre les minorations de la condition féminine et la masculinité toxique.
  - o Luites contre les stigmatisations des choix de sexualité : homophobie, transphobie ; droits LGBT.
- Recherche d'une intersectionnalité des mises en situations, favorable aux démarches d'inclusion pour les personnes et (par ?) les groupes.
- Exercice du droit d'inventaire de l'Histoire, de ses réinterprétations et complémentations ; de la représentation des symboles de valeurs et principes collectifs dans l'espace public.

### Examen critique

#### Examen critique, **politique / libertés**

- Restriction de l'anonymat égalitaire des libertés individuelles : croyances et opinions.
- Production d'un conformisme d'opinion (dans le sens de la sécrétion d'un nouveau conformisme en réaction binaire à l'ancien). Moralisme de ce conformisme obligé, "politiquement correct".
- Intolérance à l'endroit des opinions divergentes. Affaiblissement des conditions d'ouverture des débats et du pluralisme. Restriction de la liberté d'expression ; censures activistes.
- Détournement d'intention des activités intellectuelles et de la création. Coercition des enseignements (/liberté académique) qui dans la passivité frileuse des institutions, peut aller jusqu'à instaurer le totalitarisme éphémère et violent d'une "culture de la peur".

#### Examen critique, de **légitimité juridique**

- Activisme de dénonciation et ostracisation : justice anonyme et collective, auto proclamée par auto saisine sans procédure légale ; délations, ostracisations...
- aux risques pour les personnes : déconsidération des individus, stigmatisation individuelle ou collective, ostracisme, harcèlement ("bashing", "lynchage" médiatique...).
- Judiciarisation agressive d'actions individualisées et extensions des maux dénoncés : "patriarcat", "hétérosexisme", "grossophobie", "transphobie"...

#### Examen critique, **sociologique**

- Instauration de politiques volontaristes "d'inclusion" (par ex. : gestion de "quotas") dont la légitimité n'est pas établie : droits abusifs de la minorité ; sur-représentation... ;
- qui établissent un recensement ségréatif sur des critères discriminants : ethnoraciaux, sexuels, religieux... et contraires à l'anonymat égalitaire des libertés individuelles ;
- qui annihilent l'émulation sociale égalitaire ; comme l'affectation et promotion par compétence et pertinence : la "méritocratie" ;
- et qui font encourir des risques importants aux politiques de cohésion, comme la recherche institutionnelle des modulations d'intégration et d'assimilation.

#### Examen critique, **philosophique**

- Condamnation abusive, au nom de leur insuffisance de réalisation, des principes de l'universalisme progressiste privilégiant la place dans le pacte social de l'individu sur la seule définition de sa personne.
- La "déconstruction" (sous l'influence de la culture anglo-saxonne de juxtaposition communautariste dans le pacte social) abouti à l'inverse : une structuration en fonction de questions identitaires et collectives. Les discriminants de l'identitarisme : origines, spécificités ethnoculturelles et religieuses, genre, deviennent des références exclusives et constitutives ; à l'opposé de la prééminence de l'individu en moteur universaliste de son émancipation, elles le reconduisent à une forme de prédestination par son rattachement (renfermement ?) essentiel à des caractères collectifs. "L'intersectionnalité" recherchée ne se produit pas ; l'intention d'agir pour un système plus ouvert se mue en discours d'un système fermé.

Examen critique/ **lecture historique idéologique**

La critique dite "décoloniale" de la rationalité à vocation d'universalité émise depuis les sociétés euro-atlantiques peut aller jusqu'à sa remise en cause dans sa continuité historique ; considérée comme un vecteur de domination, l'acceptation de l'universalité serait donc une complicité d'un "occident dominateur".

- Afin de se projeter dans une aire mondiale, la contestation "décoloniale" use des faits du passé : dominations colonialistes et esclavage... pour dénoncer ceux du présent : impérialisme économique et relégations sociales... Pourtant la durée souvent plus que cinquantenaire de l'autonomie politique et culturelle retrouvée, a rendu aux peuples de beaucoup de nations la responsabilité collective de leur libre disposition d'eux-mêmes. Si des similitudes apparentes de faits mondiaux d'oppressions témoignent de la pérennité de rapports de domination, on peut considérer que les conditions de populations en souffrances ne relèvent que pour une faible part de la seule persistance des facteurs dénoncés par la doctrine "décoloniale" et bien plus de nouveaux rapports de forces géopolitiques.
- L'échec de la société états-unienne dans la résolution des séquelles de l'esclavage pour les afro-américains : racisme, pauvreté, faible mixité des unions et des métissages... laisse une empreinte de culpabilité schizophrène. Elle conduit les courants progressistes à condamner par une posture proche de la doctrine "décoloniale" d'autres oppressions ailleurs par similarité apparente. L'idéologie opère des transpositions des rapports dominants-dominés à des situations de populations pour des causes pourtant très différentes ; faisant des amalgames à contre sens des réalités spécifiques par des choix arbitraires et sélectifs.

Ainsi la critique idéologique du sionisme ne se justifie pas seulement par l'opposition aux choix du gouvernement démocratique de l'Etat d'Israël, mais s'appuie sur l'assimilation de sa population à une survivance colonialiste dominatrice.

Ainsi la même critique idéologique se tait sur les pratiques de l'esclavage moderne, les massacres politico-ethno-religieux commis dans des pays qu'elle se refuse à évaluer selon les critères de l'universalisme prôné par les anciens dominants.

Examen critique : **conclusions abusives et dévoiements des *statuts de la différence***

- Si les conditions faites aux femmes comme aux personnes sur leurs choix de sexualité, peuvent et doivent être modifiées par les conditionnements subjectifs et leur transformation dans leur environnement social et culturel, on peut considérer que la défense efficace de la condition féminine (intégrité corporelle, égalité...) et des choix de sexualité, ne relève que pour une faible part des polémiques des études du "genre" que l'on voudrait lui associer ; pas plus que d'un nouveau moralisme bien-pensant par antagonisme à des morales fondamentalistes anciennes.
- Si les transmissions ethnoculturelles peuvent et doivent trouver leur légitimité de références identitaires, on peut considérer que leur pérennité ne relève pas des conclusions de la doctrine du "racisme systémique" promue par un communautarisme séparatiste ; ni que leur reconnaissance dans la dignité humaine puisse relever de la revanche "décoloniale" qui par ailleurs avalise la non-dénonciation des pratiques discriminatoires : condition féminine, sexualité... en terres d'Islam, religion majoritairement suivie par les populations anciennement dominées.

Examen critique : **les antagonismes de la "déconstruction"**

- "Déconstruction" des schémas collectifs, sociaux et culturels ; rupture et subversion des ressorts de gestions des confrontations et de dialogues sociaux qui induit des confusions sur les référents de cohésion et peut inclure la négation de la validité du contrat démocratique.  
Ainsi en France, le concept de laïcité active qui est un facteur constitutif de la cohésion et différent de la neutralité de la puissance publique et d'une cohabitation tolérante, est incompatible avec l'identitarisme collectif qui essentialise les origines et la transmission ethnoculturelle, mais aussi le genre et la sexualité.
- L'antagonisation des cloisonnements de la société peut être contreproductive pour les progrès sociaux recherchés (mise en garde par Barack Obama, 2009-2017) ; elle fait courir des risques importants d'instrumentalisation des antagonismes par les tenants de la radicalisation communautariste pour en faire des critères séparatistes.

Ainsi la dénonciation du racisme d'une "islamophobie" assimile une religion qui relève de la liberté individuelle de conscience, à un critère ethnique ; qu'elle associe de plus à une discrimination socio-économique, elle-même survivance d'une domination post coloniale.

Ainsi de même l'hostilité aux politiques d'un gouvernement de l'Etat d'Israël peut s'exprimer en "judéophobie" qui identifie des individus pour les assimiler à des soutiens sionistes "par origine et confession" et leur applique à nouveau un antisémitisme selon des critères ethnoculturels incertains.

Antagonismes de "déconstruction" avec quels objectifs : de création d'une situation insurrectionnelle puis révolutionnaire ? d'une autre légitimité de pouvoir ? et jusqu'à quelle reconduction à une radicalité totalitaire ?

### **La réaction conservatrice ; risques des effets des réveils de Conscience**

La qualification péjorative de *woke*

Une offensive des courants conservateurs et ultra conservateurs : religieux fondamentalistes, d'extrême droite suprémaciste, associés aux libertariens individualistes comme aux survivalistes et aux adeptes des théories de complots... a saisi les opportunités d'emprises sur l'opinion présentées par les courants divers et quelquefois divergents du progressisme activiste.

En désignant le "wokisme", cette réaction amalgame toutes les expressions d'évolutions progressistes plurielles et prétend accréditer le fantasme d'une unification idéologique transversale par des meneurs intellectuels, sachants mais déviants, destinée à diriger et profiter des masses populaires. Ironie du renversement d'intention.

Pour le conservatisme il est temps d'ériger une ligne de défense du peuple, de diffuser le retour à des vérités simplifiées et de rétablir la censure institutionnelle des autres (qualifiées "*fake-news* des *woke*").

- Le dénigrement par les progressistes des principes démocratiques universalistes et la surévaluation de la défense des groupes minoritaires (Droit des minorités dans les majorités) sont utilisés pour la valorisation *a contrario* des argumentaires de "l'illibéralisme" qui prétexte de manipulations idéologiques et minoritaires indues et secrètes, pour justifier la réaffirmation du droit d'Autorité de la seule majorité exprimée sous forme plébiscitaire et le renoncement au pluralisme démocratique.
- L'exploitation de la dévalorisation de l'universalisme par la doctrine "décoloniale" qui le présente comme l'habillage du pouvoir illégitime et discrétionnaire de dominants sur des dominés, permet *a contrario* de ne plus s'embarrasser de l'exigence préalable du pluralisme démocratique et du respect des Droits de l'Homme pour aborder les rapports géopolitiques et économiques. Retour à l'entente ou l'affrontement des nations.
- La réduction de la gestion de la cohésion nationale ou transnationale à la seule coexistence des communautarismes identitaires, affaiblit la contestation systémique : économique, sociale et politique, de l'organisation des sociétés telle que portée par le pluralisme des courants politiques ; et particulièrement ceux, progressistes, de la remise en discussions des conditions du contrat social. Cet affaiblissement du politique laisse d'autant plus de champ libre au pouvoir de dérégulation de la globalisation financiarisée et au "diviser pour régner" de l'ultra conservatisme et de l'illibéralisme.

Pour ceux qui veulent l'immobilisme pour renforcer leur mainmise oligarchique sur les ressources et en fixer les conditions d'attributions aux sociétés humaines, il s'agit de couvrir un déni : anti cohésion sociale par redistribution, anti droits des minorités, comme anti écologie et donc de disqualifier les porte-parole et acteurs de toutes transformations qui ne les serviraient pas.

### La conséquence sur la transmission et l'Histoire

Les limites du droit d'inventaire de l'Histoire et des figurations de ses symboles, sous réserve qu'il ne conduise pas jusqu'à la "révision", négation ou falsification.

La pérennisation des traces matérielles laissées dans l'espace public par des valeurs combattues dans la mémoire collective est déniée comme elles sont reniées ; leur pérennisation est vue comme la banalisation d'une tolérance coupable voire comme l'acceptation passive d'une réhabilitation. La destruction de ces symboles se veut achèvement indispensable de la réprobation.

### La propagation d'une **culture de l'effacement -de l'annulation \***

au nom de valeurs retenues sur un mode discrétionnaire, veut :

mettre en accusation la place dans la mémoire collective, tant de personnalités que d'œuvres, et les bannir de l'histoire officielle et de l'espace public ("mise au pilori")

\* qualifiée de "**cancel culture**" : annulation-suppression, jusqu'à la négation

Vieux français : cancellation, annulation écrite par ratures

### Contre-argumentaire de l'évaluation critique / Mémoire

Respecter la rigueur des protocoles d'appréciation.

- Effacer, c'est contrefaire.

L'effacement est une transmission incomplète qui conduit à a négation des réalités.

Le droit d'inventaire autorise les découvertes et les compléments, et donc ouvre aux corrections et aux rectifications, sur des savoirs vérifiés ; pas à la "révision".

Car le révisionnisme peut conduire à un "négationnisme" en miroir.

- Le propre du questionnement est de laisser ouverte la Connaissance ; il ne peut être forcé.

La transmission des faits ne peut être sous conditions : ni des préconçus idéologiques, ni des revendications identitaires. L'Histoire ne peut comprendre l'effacement négateur.

Le savoir mémoriel n'a pas à devoir distinguer, des femmes, des hommes et des actions, entre ce qui serait reconnu positif ou progressif, et ce qui serait désigné régressif. L'Histoire n'a pas à se voir assigner les choix de la commémoration entre celles qui sont sacralisées et les autres.

Se prémunir des effets.

- Négation de la valeur efficace de l'enseignement en pourvoyeur de repères.

- Rupture de la transmission ; rendue incomplète.

Effondrement et déstructuration du patrimoine, tant immatériel (sensibilités, us et coutumes...), que culturel (Langue, Connaissance, Arts...)

L'expérience des antériorités.

- Très nombreuses destructions d'effigies, inscriptions et sites, depuis les temps reculés jusqu'aujourd'hui, après des changements de conquêtes, dominations, pouvoirs... "Vandalisme" : destruction-effacement des références antérieures sur les monuments publics (ainsi désigné lors de la Révolution française par le député Henri Grégoire pour les dénoncer).

- Négation de l'écrit : mise à "l'Index" papale, bûchers publics, interdits d'édition, mise au pilon...

des dictatures... Falsifications de documents et réécritures, "récits" et "narratifs" ; propagandes modernes et contemporaines.

### La symbolique des sites.

L'instantanéité médiatisée rend désormais aux lieux une densité de sens que l'institutionnalisation cérémonielle de la mémoire peut avoir épuisée, et les replace en sujets de débats.

A juste titre ou non, des sensibilités s'opposent en force à la présence dans l'espace public de symboles anciens d'idéologies dénoncées. L'activisme d'un conformisme d'opinion et la censure d'un "politiquement correct", imposent le refus de : dénominations, d'inscriptions, monuments...

Ainsi, passer sous silence le passé contestable ou seulement contesté d'un site, expose à la polémique, pour le moins au soupçon de déni, ou même à l'accusation d'en être apologue.

Pourtant faire disparaître les sites et monuments d'un passé réprouvé peut aussi en faire disparaître les preuves, autant qu'en banaliser la présence risquerait de le normaliser.

La clairvoyance préconise d'**éclairer la Mémoire par celle des lieux.**